

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
BP 2205  
06606 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS DU BUREAU  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 24 septembre 2018**

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
<b>25</b>	<b>18</b>	<b>7</b>

N° de la séance : 22

Objet de la délibération: Direction  
Envibus et Régie - Création d'un  
groupement de commandes relatif à un  
marché de maintenance et  
développement de l'application mobile  
Compagnon de Mobilité

- ☒ Original  
☐ Expédition certifiée conforme à  
l'original  
Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2018.190

Date de la convocation :

**Le 18/09/2018**

**Certifié exécutoire compte tenu**

de l'affichage  
en date du **- 5 OCT. 2018**

de la réception s/Préfecture  
en date du **- 3 OCT. 2018**

Pour le Président,  
La Responsable de Service



Corinne PAVAN-SANTAINÉ

L'an deux mil dix-huit et le 24 septembre à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Christophe ETORE, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Dominique TRABAUD, Gilbert TAULANE, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, René TRASTOUR

**ABSENTS :**

Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Thierry OCCELLI, Roger CRESP, Gilbert HUGUES, Claude BERENGER, Joseph VALETTE

**Monsieur LEONETTI,**

Dans la logique de l'intercommunalité, de son objectif de cohérence territoriale et de solidarité institutionnelle, il est souhaitable de favoriser la coopération intercommunale.

Par délibération n°CC.2018.128 le Conseil Communautaire a donné un avis favorable à la création du Pôle Métropolitain constitué de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, la Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, et la Communauté de Communes des Alpes d'Azur.

Le 02 juillet 2018, ce Pôle Métropolitain a été créé afin de développer des projets communs dans les thématiques suivantes :

- Développement économique ;
- Attractivité ;

- Mobilité ;
- Protection et sensibilisation environnementales ;
- Valorisation des déchets.

En ce qui concerne les projets communs en mobilité, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, la Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins et la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ont acquis respectivement une application mobile destinée à faciliter les déplacements des usagers du Pôle Métropolitain.

C'est dans ce cadre que vous est proposée, conformément à l'article 28 de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015, la constitution d'un groupement de commandes entre la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, la Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins et la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse pour des achats de modules complémentaires, de développement et de maintenance du système commun aux applications mobiles des trois réseaux de transports urbains. Ces prestations feront l'objet d'un accord cadre à bons de commande (lot unique sans mini ni maxi)

Il s'agit d'un lot unique sans minimum ni maximum.

Il vous appartient en conséquence d'approuver la convention constitutive dudit groupement, dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

- Composition du groupement :
  - La Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins ;
  - La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis ;
  - La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse.
- Modalités de fonctionnement : comme définies dans la convention constitutive ci-jointe.
- Coordonnateur : La Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins a proposé d'être le coordonnateur du groupement de commandes constitué. Elle sera autorisée à signer le marché, à le notifier et à l'exécuter au nom du groupement.
- Commission d'Appel d'Offres : Conformément à l'article L. 1414-3 du CGCT, la Commission d'Appel d'Offres est celle du coordonnateur.
- Répartition financière : entre les membres du groupement : selon les consommations réelles de chaque membre du groupement.
- Durée du groupement : le groupement est constitué pour la durée du marché qui est d'un an à compter de sa notification et qui est reconductible tacitement cinq fois.



**Vu** la délibération n°CC.2014.005 du 14 avril 2014 du Conseil Communautaire autorisant le Bureau Communautaire à prendre toutes décisions de constitution de groupement de commandes, il est proposé :

- d'approuver la convention constitutive du groupement de commandes entre la C.A.S.A et la C.A.C.P.L et la C.A.P.G relatif à un marché de maintenance et développement de l'application mobile Compagnon de Mobilité ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention, dont le projet est joint en annexe, ainsi que les avenants à ladite convention qui ne modifient pas son économie générale ;
- d'approuver la désignation de la Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins en tant que coordonnateur du groupement, qui sera chargée de la signature, de la notification et de l'exécution dudit marché ;
- d'approuver la répartition financière entre les membres du groupement ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tout document afférent à ce conventionnement.

**LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'approuver la convention constitutive du groupement de commandes entre la C.A.S.A et la C.A.C.P.L et la C.A.P.G relatif à un marché de maintenance et développement de l'application mobile Compagnon de Mobilité ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention, dont le projet est joint en annexe, ainsi que les avenants à ladite convention qui ne modifient pas son économie générale ;
- d'approuver la désignation de la Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins en tant que coordonnateur du groupement, qui sera chargée de la signature, de la notification et de l'exécution dudit marché ;
- d'approuver la répartition financière entre les membres du groupement ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tout document afférent à ce conventionnement.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 24 septembre 2018  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,

  
Jean LEONETTI



## CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES POUR LES ACHATS DE MODULES COMPLEMENTAIRES ET LES PRESTATIONS DE DEVELOPPEMENT ET MAINTENANCE DU SYSTEME COMMUN AUX APPLICATIONS MOBILES DES 3 RESEAUX DE TRANSPORTS URBAINS

Entre

La **Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins**, ci-après désignée **C.A.C.P.L** dont le siège social est à l'Hôtel de ville - CS 5044, à CANNES (06414), représentée par son Président, Monsieur David LISNARD, lui-même représenté par le Vice-Président délégué aux Moyens Généraux, Monsieur Georges BOTELLA, habilité à cet effet par délibération n° \_\_\_\_\_ du Conseil Communautaire en date du \_\_\_\_\_,

Et

La **Communauté d'Agglomération Sophia-Antipolis**, ci-après désignée **C.A.S.A**, dont le siège social est situé au 449 Route des Crêtes BP 43, Les Genêts, 06901 SOPHIA ANTIPOLIS cedex ; représentée par son Président, Monsieur Jean LEONETTI dûment habilité par délibération n° \_\_\_\_\_ du Bureau Communautaire en date du \_\_\_\_\_,

Et

La **Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse**, ci-après désignée **C.A.P.G**, dont le siège social est situé au \_\_\_\_\_ ; représentée par son Président, Monsieur Jérôme VIAUD, dûment habilité par délibération n° \_\_\_\_\_ du Conseil Communautaire en date du \_\_\_\_\_,

**Il est convenu ce qui suit :**

## **ARTICLE 1<sup>ER</sup> - OBJET DE LA CONVENTION, DEFINITION DU BESOIN**

Dans le courant de l'année 2018, dans une démarche de coopération renforcée de l'ouest du département des Alpes-Maritimes, les communautés d'agglomération Cannes Pays de Lérins, Sophia-Antipolis et Pays de Grasse et la Communauté de Communes des Alpes d'Azur ont décidé de créer le « Pôle Métropolitain Cap Azur ».

Dans cette optique, les communautés d'agglomération Cannes Pays de Lérins, Sophia-Antipolis et Pays de Grasse exploitant chacune un réseau de transport public urbain sur son territoire et disposant chacune d'une application mobile destinée à sa clientèle, ont décidé de mettre en commun leurs données pour un fonctionnement en synergie des trois applications. Chaque collectivité dispose à ce jour, dans son application mobile, du même socle commun mis en place avec l'intervention de la société INSTANT SYSTEM.

Pour des raisons économiques et de cohérence de fonctionnement des réseaux de transport des 3 bassins, il conviendrait de constituer un groupement de commandes pour les prestations d'achats de modules complémentaires éventuels, de développement et de maintenance du système mis en commun.

La présente convention a donc pour objet de constituer un groupement de commandes, en application de l'article 28 de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, et de définir les modalités de fonctionnement de ce groupement pour la passation d'un marché de prestations d'achats de modules complémentaires éventuels, de développement et de maintenance du système mis en commun.

Ces prestations feront l'objet d'un accord cadre à bons de commande, sans minimum ni maximum, conformément aux dispositions de l'article 78 du Décret n°2016.360 du 25 mars 2016 relatif aux Marchés Publics.

Le groupement a pour vocation la passation et l'exécution de l'accord cadre de Techniques de l'information et de la communication (TIC) nécessaires à l'objet de la présente convention.

Le groupement se réserve cependant le droit de passer également des marchés connexes en fonction des crédits inscrits dans leurs budgets respectifs.

## **ARTICLE 2 - COMPOSITION DU GROUPEMENT DE COMMANDES**

### **2-1/ Désignation des membres.**

Le groupement de commandes est constitué des collectivités suivantes:

- La Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins ;
- La Communauté d'Agglomération Sophia-Antipolis ;
- La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse,

dénommées « membres » du groupement, signataires de la présente convention.

### **2-2/ Adhésion.**

Chaque membre adhère au groupement de commandes par délibération de son assemblée délibérante ou toute autre instance habilitée approuvant la présente convention.

Une copie de la délibération ou de la décision est notifiée au coordonnateur du groupement de commandes désigné ci-après.

## **2-3/ Obligations des membres**

Chaque membre du groupement s'engage à :

- Transmettre un état de ses besoins préalablement au lancement de la procédure, dans les délais fixés par le coordonnateur ;
- Participer à l'exécution du marché ;
- Tenir à disposition du coordonnateur un état annuel des commandes effectuées ;
- Informer le coordonnateur de tout litige né à l'occasion de l'exécution du marché.

## **2-4/ Responsabilités des membres.**

Chaque membre du groupement s'engage à faciliter l'exécution du marché dans les conditions prévues dans les documents contractuels, et à défaut, assure la responsabilité des difficultés d'exécution et des litiges qu'il pourrait générer.

A la suite de la notification du marché, chaque membre s'assurera de la bonne exécution du marché en ce qui le concerne et en devient juridiquement le seul responsable.

## **ARTICLE 3 – COORDONNATEUR**

La C.A.C.P.L est désignée coordonnateur du groupement de commandes, ayant la qualité d'entité adjudicatrice.

A ce titre, la C.A.C.P.L pilote la procédure de passation du marché.

Elle est notamment chargée de :

- recueillir et synthétiser les besoins des membres ;
- élaborer le dossier de consultation des entreprises ;
- faire paraître les avis d'appel public à la concurrence, le cas échéant ;
- remettre le DCE aux candidats ;
- répondre aux questions des candidats ;
- recevoir les plis ;
- organiser les réunions de travail entre les membres pour l'analyse des offres ;
- convoquer la commission d'appel d'offres le cas échéant;
- informer les candidats retenus et non retenus ;
- signer le marché au nom de tous les membres ;
- établir le rapport de présentation au représentant de l'Etat et adresser l'accord cadre au contrôle de la légalité le cas échéant;
- notifier le(s) marché(s) au prestataire retenu;
- faire paraître les avis d'attribution le cas échéant;
- régler les éventuels litiges liés à la passation et à l'exécution de l'accord cadre ;
- d'ester en justice dans l'hypothèse d'un contentieux.

Il est convenu que le coordonnateur ne saurait prendre, sans l'accord des membres du groupement, toute décision pouvant entraîner le non-respect du programme ou de l'enveloppe financière.

Le coordonnateur tient à la disposition des membres du groupement tous les actes et les informations relatives au groupement.

En cas de changement de coordonnateur, les membres du groupement devront établir un avenant pour substituer le nouveau coordonnateur à l'ancien.

Dans ces conditions, une délibération devra être prise par le nouveau coordonnateur du groupement et par chaque membre du groupement.

## **ARTICLE 4 – PROCEDURE DE DEVOLUTION DES PRESTATIONS**

Le coordonnateur réalise la procédure dans le respect du décret n° 2016-360 du 25 Mars 2016 relatif aux marchés publics.

## **ARTICLE 5 - COMMISSION D'APPEL D'OFFRES**

La Commission d'Appel d'Offres désignée est celle du coordonnateur en application des dispositions de L 1414-3 du CGCT.

Elle choisit l'attributaire du marché lorsque la réglementation l'exige.

## **ARTICLE 6 - COMITE DE SUIVI TECHNIQUE**

### **6-1/ Composition du comité de suivi technique**

Dès la prise d'effet de la présente convention, sera constitué un comité de suivi technique composé de référents techniques et juridiques (marchés publics) nommés par chaque membre du groupement.

Le comité technique se réunit autant que de besoin durant :

- la procédure d'élaboration et de passation du marché;
- la période d'exécution du marché.

### **6-2/ Rôle du comité technique de coordination et de suivi**

Le comité technique a pour mission de permettre aux membres du groupement de participer et de suivre le déroulement de l'accord cadre.

#### ***Passation du marché :***

Le comité technique est chargé :

- de participer à l'élaboration des pièces du marché en vue de permettre au coordonnateur de constituer le dossier de consultation des entreprises ;
- de participer à l'analyse des candidatures et des offres, en vue de permettre au coordonnateur de proposer le choix du candidat à la commission d'appel d'offres.

#### ***Exécution du marché:***

Dès la notification de l'accord cadre, le comité technique pourra se réunir à chaque fois qu'il est nécessaire.

Chaque membre du comité technique sera également chargé :

- d'émettre les engagements juridiques et comptables et de les transmettre directement au titulaire du marché;
- de valider le contrôle de la prestation ;
- de procéder au paiement direct du titulaire comme prévu dans la présente convention.

## **ARTICLE 7 - DISPOSITIONS FINANCIERES**

### **7-1/ Dispositions financières en phase de passation**

La mission de la C.A.C.P.L en qualité de coordonnateur ne donne pas lieu à rémunération.

Les frais liés à la procédure désignation du cocontractant et autres frais éventuels de fonctionnement ainsi que les frais de publicité liés à la passation du marché sont supportés par le coordonnateur.

Chaque membre du groupement inscrit le montant de l'opération qui le concerne dans son budget et assure l'exécution comptable des prestations qui le concerne.

### **7-2/ Dispositions financières en phase d'exécution de marché**

Chaque membre se charge du paiement direct au titulaire du marché dans les conditions prévues par l'article 183 du décret n° 2016-360 du 25 Mars 2016 relatif aux marchés publics.

La répartition financière sera fonction de la consommation de chaque membre.

Les bons de commande seront notifiés au fur et à mesure des besoins, chaque membre du groupement prendra à sa charge l'émission des bons le concernant.

## **ARTICLE 8 - DUREE DE LA CONVENTION**

Le groupement est constitué pour une durée courant à compter de la notification par le coordonnateur de la présente convention signée de chaque membre et transmise aux services du contrôle de légalité, et prendra fin à l'extinction du marché sauf fin anticipée pour un membre qui se retirerait de manière anticipée du présent groupement.

Le groupement est constitué pour la durée du marché qui est de un an reconductible 5 fois tacitement à compter de sa notification (sous réserve de dispositions différentes introduites dans le futur marché).

La décision de reconduire un marché est laissée à l'appréciation des membres du groupement. Cependant, les membres ne souhaitant pas reconduite doivent en informer le coordonnateur suffisamment en amont de la date anniversaire.

## **ARTICLE 9 - MODALITES D'ADHESION ET DE SORTIE DU GROUPEMENT**

### **9-1 Adhésion.**

L'adhésion au groupement de commande est subordonnée :

- à l'adoption d'une délibération de l'assemblée délibérante approuvant le principe du groupement de commandes et le présent acte constitutif ;
- à la signature de la présente convention ;
- au respect de l'ensemble de ses dispositions.

### **9-2 Sortie du groupement.**

Les membres qui décident de ne pas poursuivre le projet ont la possibilité de sortir du groupement. Ils devront toutefois supporter les éventuelles conséquences financières qui découlent de leur sortie. La décision de retrait d'un membre est notifiée par écrit au coordonnateur.

Si le retrait intervient en cours de passation ou d'exécution du marché, il ne pourra prendre effet qu'à l'expiration de la période d'exécution en cours.

## **ARTICLE 10 - AVENANT A LA PRESENTE CONVENTION**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant approuvé par l'ensemble des membres.

## **ARTICLE 11 - LITIGES**

### **11-1 / Litige résultant de la présente convention**

Les signataires conviennent qu'en cas de litiges, qui résulteraient de l'application de la présente convention, une conciliation devra être organisée, si nécessaire en présence d'un expert, désigné d'un commun accord. Les frais d'expertise sont partagés entre les parties.

A défaut de conciliation dans le délai de deux (2) mois suivant la constatation du litige, et sauf prorogation de ce délai admise par les parties, ces dernières conservent la faculté de soumettre leur litige à la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Nice.



## **11-2 / Litige résultant du marché**

Le coordonnateur peut ester en justice, auprès du Tribunal Administratif de Nice notamment, au nom et pour le compte des membres du groupement pour les procédures dont il a la charge. Il informe et consulte les membres sur sa démarche et son évolution.

Quel que soit le contentieux, si le coordonnateur venait à être condamné au paiement de frais à verser à la partie requérante, le paiement éventuel incombera au membre du groupement directement concerné.

En cas de contentieux né du défaut de paiement direct par un des membres, le membre défaillant assume seul, en cas de condamnation, les frais supplémentaires.

### **ARTICLE 12 – RESILIATION**

La résiliation du marché entraîne la résiliation de la présente convention.

La présente convention pourra être résiliée d'un commun accord entre les parties. Sa résiliation entraîne la résiliation du marché. Il sera dans ce cas procédé à un constat contradictoire donnant lieu à un procès-verbal précisant les mesures conservatoires à prendre. Les conséquences juridiques et financières seront, le cas échéant, et en l'absence d'accord entre les parties, soumises à juridiction compétente.

Le.....

**Pour la Communauté  
D'Agglomération Cannes Pays de Lérins**

**Pour la Communauté  
d'Agglomération Sophia Antipolis**

**Georges BOTELLA  
Le Vice-Président délégué aux moyens généraux**

**Jean LEONETTI  
Président**

**Pour la Communauté  
d'Agglomération du Pays de Grasse**

**Jérôme VIAUD  
Président**

**AR receptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 24/09/2018  
Numéro : BC\_2018\_190  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Création d'un groupement de commandes relatif à un marché de maintenance et développement de l'application mobile Compagnon de Mobilité  
Matière : 8.7 - Transports  
**Interlocuteur**  
Nom : VINCENT Laurence

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : dhohz0F

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 03/10/2018  
Identifiant : 006-240600585-20180924-BC\_2018\_190-DE

**Acte reçu**

Date : 24/09/2018  
Numéro interne : BC\_2018\_190  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 8  
Code matière 2 : 7  
Objet : Création d'un groupement de commandes relatif à un marché de maintenance et développement de l'application mobile Compagnon de Mobilité  
Classification utilisée : 19/04/2017  
Document : 99\_DE-006-240600585-20180924-BC\_2018\_190-DE-1-1\_1.PDF

**Annexes**

Nombre : 1  
99\_DE-006-240600585-20180924-BC\_2018\_190-DE-1-1\_2.PDF

N